

Code	Actions	Indicateurs de mise en œuvre/résultats	SMO Lead	SMO associées	Délais de réalisation				sous résultats	objectifs stratégiques	coût
					2024	2025	2026	2027			
COMPOSANTE 4.1 : TUTELLE FINANCIERE DES ETABLISSEMENTS PUBLICS											
4.1.1	Maitrise du périmètre des entités publiques assujéties au régime de la loi de 2017 portant statut général des Etablissements Publics	La Loi n°2017-010 du 12 juillet 2017 portant statut général des Etablissements Publics est révisée et rendue publique	DGB	SNI DGTFCM DGEPPI DGI DGD CAA					1- mise en place du groupe de travail chargé de la relecture de la Loi 2- production, validation et transmission de l'avant projet de Loi élaborée au SPM	1- tenue des sessions 2- organisation des séminaires	31 540 000
		La cartographie des entités publiques relevant du régime de la loi révisée est rendue publique et leur statut juridique est mis à jour	DGB	SNI DGTFCM DGEPPI DGI DGD CAA					1- faire un inventaire des Etablissements Publics 2- établir une liste des Etablissements Publics	mission de recensement	15 770 000
4.1.2	Formalisation des procédures d'encadrement de la programmation et de la budgétisation des Etablissements Publics	Les modalités de présentation de la Nomenclature Budgétaire et du Plan Comptable des Etablissements Publics sont révisées et rendues publiques	DGB	SNI DGEPPI DGI DGD CAA							
		Les modalités d'élaboration et d'approbation des budgets des établissements publics sont précisées et rendues publiques	DGB	SNI DGTFCM DGEPPI DGI DGD CAA					1- élaboration d'un projet de manuel 2- validation et vulgarisation du manuel	mise en place d'un groupe de travail, tenue des sessions et ateliers	22 840 000

Code	Actions	Indicateurs de mise en œuvre/résultats	SMO Lead	SMO associées	Délais de réalisation	sous résultats	objectifs stratégiques	coût	
4.1.3	Renforcement du rôle et de la fonction de tutelle financière des Etablissements Publics	La liste de tous les administrateurs, représentant la tutelle financière dans les Conseils d'Administration des Etablissements Publics, est établie et rendue publique chaque année	DGB	SNI DGTFCM DGEPIP DGI DGD CAA			1- recensement des administrateurs 2- établissement d'une liste des administrateurs	mission de collecte des données	15 770 000
		Le rôle et les missions du représentant de la tutelle financière au sein des Conseils d'Administration des Etablissements Publics sont actualisés	DGB	SNI DGTFCM DGEPIP DGI DGD CAA			1- recensement des problématiques devant être adressées dans le guide 2- benchmarking 3- élaboration du guide 4- validation par le MINFI	mise en place d'un groupe de travail, tenue des sessions, missions et ateliers	38 610 000
4.1.4	Opérationnalisation de la budgétisation par programme au sein des Etablissements Publics	Une revue de la qualité des Projets de Performance Annuels (PPA) et Rapports Annuels de Performance (RAP) de tous les Etablissements Publics est réalisée et rendue publique	DGB	SNI DGTFCM DGEPIP DGI DGD CAA			1- faire un état des lieux 2- collecter et analyser les PPA 3- élaboration du rapport	missions et ateliers	22 840 000
4.1.5	Encadrement de la gestion budgétaire et comptable des unités de prestation de services	Un diagnostic de la gestion budgétaire et comptable au sein des unités de prestation de services est réalisé et rendu public assorti de la cartographie des unités de prestations de services	DGB	DGTFCM DGEPIP					
		Les modalités de gestion budgétaire et comptable au sein des unités de prestation de services sont précisées, rendues publiques et évaluées chaque année	DGB	DGTFCM DGEPIP					

Code	Actions	Indicateurs de mise en œuvre/résultats	SMO Lead	SMO associées	Délais de réalisation	sous résultats	objectifs stratégiques	coût	
COMPOSANTE 4.2 : TUTELLE FINANCIERE DES ENTREPRISES PUBLIQUES									
4.2.1	Définition et opérationnalisation de la politique actionnariale de l'Etat	Une étude sur la politique actionnariale de l'Etat au Cameroun est réalisée et rendue publique	SNI	DGB DGT/CFM DGEPIP SNI CAA			1- création d'un groupe de travail 2- recrutement du consultant et lancement des études 3- réalisation de l'étude par le consultant et transmission des rapports à la SNI 4- examen des résultats des études par le CIM	tenue des sessions des groupes de travail, organisation du CIM	22 840 000
		La politique actionnariale de l'Etat est validée, rendue publique et évaluée chaque semestre	SNI	DGB DGT/CFM DGEPIP SNI CAA			1- avant projet de texte produit 2- avant-projet de texte validé 3- projet de texte disponible 4- projet de texte validé 5- projet de texte adopté et promulgué	création d'un groupe de travail	15 770 000
		L'organisation et le fonctionnement de l'entité publique chargée d'assurer le pilotage de la politique actionnariale de l'Etat sont précisés et rendus publics	SNI	DGB DGT/CFM DGEPIP SNI CAA			1- avant projet de texte produit 2- avant-projet de texte validé 3- projet de texte disponible 4- projet de texte validé 5- projet de texte transmis pour signature 6- texte signé et vulgarisé	création d'un groupe de travail	15 770 000
		La liste des Entreprises Publiques est rendue publique chaque année	SNI	DGB DGT/CFM DGEPIP SNI CAA			1-renseignement des Entreprises Publiques de l'année N-1 2- élaboration du projet de liste 3- transmission et validation du projet de liste 4- publication sur le site internet de la SNI	création d'un groupe de travail	7070000
4.2.2	Maitrise du périmètre des entités publiques assujéties au régime de la loi de 2017 portant statut général des Entreprises Publiques	Les travaux de révision de la Loi n°2017/011 du 12 juillet 2017 portant Statut Général des Entreprises Publiques sont réalisés	DGB	SNI DGT/CFM DGEPIP DGI DGD CAA			1-renseignement et appropriation des textes encadrant l'exercice de la fonction de tutelle financière	déploiement de la mission	
		La Loi n°2017/011 du 12 juillet 2017 portant Statut Général des Entreprises Publiques est révisée et rendue publique	DGB	SNI DGT/CFM DGEPIP DGI DGD CAA			1- mise en place du groupe de travail chargé de la relecture de la Loi 2- production, validation et transmission de l'avant projet de Loi élaborée au SPM	tenue des sessions, organisation des ateliers, mission de benchmark et la rédaction de l'avant projet	30 000 000
4.2.3	Amélioration du cadre de pilotage des Entreprises Publiques.	Un suivi de la mise en œuvre de la Circulaire n°00008061/MINEF du 6 octobre 2023 instituant le Guide méthodologique d'élaboration des contrats de performance entre l'Etat et les entreprises publiques est réalisé et rendu public chaque semestre	SNI	DGB/DPC DGT/CFM DGEPIP DGI DGD CAA			1- renseignement des EEP inscrite dans le processus de contractualisation de performance avec l'Etat 2-élaboration d'un rapport provisoire 4- discussion et validation du rapport	tenue des sessions du groupe de travail déjà créé	7 070 000
		Les contrats de performance entre l'Etat et 10 entreprises publiques sont signés, rendus publics et évalués chaque année	SNI	DGB/DPC DGT/CFM DGEPIP DGI DGD CAA					
		Une étude sur l'effectivité des fonctions d'audit interne et de contrôle de gestion au sein des Entreprises Publiques est réalisée et rendue publique	SNI ou CONSUPE	DGB/DPC DGT/CFM DGEPIP DGI DGD CAA					
		Les modalités d'opérationnalisation des fonctions d'audit interne et de contrôle de gestion au sein des Entreprises Publiques sont précisées, rendues publiques et évaluées chaque semestre (La liste des entreprises publiques dotées des départements d'audit et de contrôle de gestion)	SNI	DGB/DPC DGT/CFM DGEPIP DGI DGD CAA					

Code	Actions	Indicateurs de mise en œuvre/résultats	SMO Lead	SMO associées	Délais de réalisation			sous résultats	objectifs stratégiques	coût
		Un référentiel d'analyse des risques budgétaires issues de la gestion des Entreprises Publiques est validé et rendu public	SNI	DGB/DPC DGT/CFM DGE/PIP DGI DGD CAA						
		Un référentiel de gouvernance et de suivi de la performance des Entreprises Publiques est validé, rendu public et évalué chaque année	DGB	SNI DGT/CFM DGE/PIP DGI DGD CAA						
4.2.4	Rationalisation des modalités de compensation des prix de service ou de produits par l'Etat	Une étude sur les prix homologués et/ou administrés par l'Etat est effectuée et rendue publique	DGB	SNI DGT/CFM DGE/PIP DGI DGD CAA						
		Un plan de révision des textes législatifs et réglementaires instituant les prix homologués et/ou administrés par l'Etat est validé, rendu public et évalué chaque semestre	DGB	SNI DGT/CFM DGE/PIP DGI DGD CAA						

Code	Actions	Indicateurs de mise en œuvre/résultats	SMO Lead	SMO associées	Délais de réalisation			sous résultats	objectifs stratégiques	coût
4.2.5	Rationalisation des modalités de gestion des missions de services publics par les entreprises publiques	Une étude sur la gestion des missions de services publics est réalisée et rendue publique	DGB	SNI DGTFCM DGEPIP DGI DGD CAA						
		Un plan de révision des textes législatifs et réglementaires instituant la gestion des missions de services publics est validé, rendu public et évalué chaque semestre	DGB	SNI DGTFCM DGEPIP DGI DGD CAA						
4.2.6	Renforcement du rôle et de la fonction de tutelle financière des Entreprises Publiques	La liste de tous les administrateurs représentant la tutelle financière dans les Conseils d'Administration des Entreprises Publiques est établie et rendue publique chaque année	DGB	SNI DGTFCM DGEPIP DGI DGD CAA				1- recensement des administrateurs 2- établissement d'une liste des administrateurs	mission de collecte des données	7 070 000
		Le rôle et les missions du représentant de la tutelle financière au sein des Conseils d'Administration des Entreprises Publiques est actualisé	DGB	SNI DGTFCM DGEPIP DGI DGD CAA				1- recensement des problématiques devant être adressées dans le guide 2- benchmarking 3- élaboration du guide	mise en place d'un groupe de travail, tenue des sessions et mission	22 840 000

Code	Actions	Indicateurs de mise en œuvre/résultats	SMO Lead	SMO associées	Délais de réalisation	sous résultats	objectifs stratégiques	coût	
COMPOSANTE 4.3 : ACCOMPAGNEMENT À LA GESTION DES FINANCES LOCALES									
4.3.1	Optimisation de la prévisibilité des ressources et dépenses des CTD	La loi n°2009/019 du 15 décembre 2009 portant fiscalité locale est révisée, promulguée et publiée.	DGI	DGB DGD DGT/CFM MINDEVEL			1. Projet de loi déjà rédigé, finalisé et transmis à la PRC pour la suite de la procédure. En attente de l'adoption par l'AN 3. Promulgation et publication		
		Un référentiel de suivi de la mise en œuvre de la Loi portant fiscalité locale est validé, rendu public et évalué chaque année	DGI	DGB DGD DGT/CFM MINDEVEL			1.Élaboration des TDR de mise en œuvre de la fiscalité locale(recensement des textes d'application de la loi) 2. Plan de vulgarisation dudit texte déjà disponible en attente de l'adoption de la loi	1- mise en place d'un comité interministériel 2- ateliers de validation des textes élaborés	22 840 000
		Un référentiel de prévision des Impôts Communaux Soumis à Péréquation (ICSP) est adopté, rendu public et évalué chaque année	MINDEVEL	DGB DGD DGI DGT/CFM FEICOM DGEPIP			1. faire un état des lieux du système de péréquation existant 2- validation des résultats du diagnostic 3- présentation des études du rapport 4- benchmark 5- élaboration, validation et publication du référentiel	mise en place d'un groupe de travail	30 770 000
		Les prévisions des ICSP, de la Dotation Générale de la Décentralisation et autres ressources de transfert de fiscalité pour chaque CTD sont réalisées, dès 2025, de manière transparente par elles-mêmes suivant la formule de péréquation préalablement communiquée.	MINDEVEL	DGB DGD DGI DGT/CFM FEICOM			communication des enveloppes à répartir	lettre	
		Un calendrier trimestriel indiquant les prévisions de transferts des ICSP est transmis à chaque CTD	MINDEVEL	DGB DGD DGI DGT/CFM FEICOM			1. concertation avec les parties prenantes 2- mise en place d'un système d'information	groupe de travail	15 770 000
		Le montant du principal dû au 1er janvier 2025, le montant du remboursement du principal dû au titre de l'année 2025 et le montant des intérêts dus au titre de 2025 sont communiqués à chaque CTD débitrice, avant le Débat d'Orientation Budgétaire	FEICOM	DGB DGD DGI DGT/CFM MINDEVEL			Correspondances adressées aux Maires au plus tard en Septembre de chaque année	Lettre	
4.3.2	Ancièoration du cadrage pluriannuel des ressources et dépenses des CTD	Les projections à moyen terme du volume des ressources à transférer aux CTDs sont disponibles dans le CBMT de l'État.	DGEPIP	DGB DGD DGI DGT/CFM MINDEVEL FEICOM			1-Élaboration du guide méthodologique de répartition et de budgétisation des dotations à transférer aux CTD 2- validation dudit guide 3- élaboration du guide méthodologique d'alignement et de cadrage des CTD dans l'élaboration des outils de planification, programmation et budgétisation 4- validation dudit guide	groupe de travail, atelier	22 840 000
		Les CDMT sectoriels programmation, sur la base des prévisions définies par les CBMT, les ressources nécessaires à l'exercice de chacune des compétences transférées aux CTDs	DGEPIP	DGB DGD DGI DGT/CFM MINDEVEL FEICOM			1- un guide méthodologique de programmation budgétaire (manuel de cadrage budgétaire et de programmation des dépenses à moyen terme) est élaboré et validé 2-accompagnement des sectoriels et des équipes d'accompagnement 3- accompagnement des CTD à l'élaboration de leurs documents de programmation budgétaire à moyen terme (CBMT et CDMT) récemment élaboré avec la BM (PEPS)	groupe de travail, atelier	22 840 000
		Un référentiel de répartition des ressources transférées aux CTDs, entre les différentes CTDs, est validé, rendu public et évalué chaque année	DGEPIP	DGB DGD DGI DGT/CFM MINDEVEL FEICOM DGEPIP			1-recrutement d'un consultant 2- élaboration du cahier de charge 3- élaboration et validation du draft du guide 4- formation	groupe de travail, atelier	31 340 000

Code	Actions	Indicateurs de mise en œuvre/résultats	SMO Lead	SMO associées	Délais de réalisation	sous résultats	objectifs stratégiques	coût	
4.3.3	Opérationnalisation de la budgétisation par programme au sein des CTD	Un plan de renforcement des capacités des CTD sur la gestion des finances locales est validé et évalué chaque année	MINDDEVEL	DGB DGD DGI DGTFCM FEICOM OSC			1. Texte déjà signé et rendu public. 2. Large diffusion du texte	Atelier de formation	15 770 000
		Un plan de renforcement des capacités des délégués régionaux et départementaux du MINEPAT et du MINDDEVEL ainsi que des contrôleurs financiers et des receveurs des finances sur leur rôle d'appui - conseil aux CTD est validé et évalué chaque année	MINDDEVEL	DGB DGD DGI DGTFCM FEICOM OSC			1- mise en place d'un pool de formateur 2- élaboration des modules de formation 3- formation des formateurs 4- formation des CTD et formation services déconcentrés de l'Etat (MINDDEVEL, MINFI, MINEPAT)	ateliers	15 770 000
		Un suivi (par les Délégués Régionaux et Départementaux du MINEPAT et du MINDDEVEL ainsi que les Contrôleurs Financiers et Receveurs pour le compte du MINFI) du processus d'adoption des budgets des CTD est réalisé et rendu public au plus tard le 31 novembre de l'année	MINDDEVEL	DGB DGD DGI DGTFCM FEICOM OSC			1-élaboration des cahiers de charges 2- définir le canevas des outils (rapport, CR, fichiers statistiques d'analyse des budgets) de remonter des données et fichiers excès attendus 3- outils disponibles	ateliers	15 770 000
		Un suivi à mi parcours (par les Délégués Régionaux et Départementaux du MINEPAT et du MINDDEVEL ainsi que les Contrôleurs Financiers et Receveurs pour le compte du MINFI) de l'exécution des budgets des CTD est réalisé et rendu public au plus tard le 31 juillet et 45 jours après la clôture de l'exercice budgétaire	MINDDEVEL	DGB DGD DGI DGTFCM FEICOM OSC			1-élaboration des cahiers de charges 2- définir le canevas des outils (rapport, CR, fichiers statistique d'analyse des budgets) de remonter des données et fichiers excès attendus 3- outils disponibles	ateliers	15 770 000
COMPOSANTE 4.4 : GESTION DE LA DETTE									
4.4.1	Maîtrise des données sur la dette intérieure	Le stock des restes à payer en fin d'exercice est arrêté et rendu public avant d'être mis à jour chaque trimestre	DGTCFM	DGB CAA			1- analyse de la balance par poste comptable centralisateur et validation des RAP (reste à payer) en écriture 2- vérification des régularités des titres physiques des RAP 3- mise en cohérence des RAP en écriture et des titres physiques y afférents 4- consolidation des données des RAP 5- publication	Missions trimestrielles	7 070 000
		Un plan d'apurement du stock des restes à payer est validé et rendu public chaque année	DGTCFM	DGB CAA			1-consolidation des RAP 2- élaboration du plan d'apurement	comité	15 770 000
		Une mise en cohérence des données sur la dette intérieure entre la DGTCFM et la CAA est réalisée	DGTCFM	DGB DP CAA			1-transmission des données détaillées sur le stock de la dette intérieure à la DGTCFM 2- intégration des données sur le stock de la dette intérieure dans les comptes de l'Etat 3-transmission des services prévisionnels et effectif de la dette intérieure par ligne de dette et leurs prise en compte à la DGTCFM 4- mise en cohérence trimestrielle des données entre la CAA et la DGTFM	comité, ateliers	22 840 000
		Le plan d'apurement de la dette flottante 2000- 2019 est validé et rendu public avant d'être mis à jour au plus tard 45 jours après le terme de chaque exercice budgétaire	DGB	DGTFCM CAA			1- recensement et validation de la dette flottante 2- élaboration de l'échéancier d'apurement 3- validation de l'échéancier d'apurement par le MINFI 4- définition des modalités	missions, tenue des sessions et ateliers	22 840 000
		Le stock de la dette flottante est mis à jour et rendu public chaque année	DGB	DGTFCM CAA			1. Rapprochement entre le stock initial et le niveau de paiement 2. Elaboration du rapport annuel	missions	7 070 000
		L'inventaire des dettes réciproques entre les Entreprises Publiques et l'Etat est établi et rendu public 45 jours après chaque trimestre assorti d'un plan d'apurement	DGB	SNI DGTFCM CAA			1-Mise en place d'un comité de traitement de dettes croisées entre l'Etat et les Entreprises Publiques 2. rédaction et signature du rapport et de la convention des dettes réciproques	tenue des sessions	15 770 000
		L'inventaire des dettes réciproques entre les Entreprises Publiques est validé et rendu public 45 jours après chaque trimestre assorti d'un plan d'apurement	DGB	SNI DGTFCM CAA			1-Mise en place d'un comité chargé du traitement de dettes croisées entre les Entreprises Publiques 2- recensement des dettes 3. signature des procès verbaux 4- rédaction et signature du rapport	tenue des sessions	15 770 000

Code	Actions	Indicateurs de mise en œuvre/résultats	SMO Lead	SMO associées	Délais de réalisation	sous résultats	objectifs stratégiques	coût	
4.4.2	Maîtrise des données sur la dette extérieure	Une mise en cohérence des données sur la dette extérieure entre la DGTFCM et la CAA est réalisée	CAA	DGTFCM DGB MINEPAT			1-transmission des données détaillées sur le stock de la dette extérieure à la DGTFCM, 2-transmission au fil de l'eau des conventions des dettes signées 3- intégration des données sur le stock de la dette intérieure dans les comptes de l'Etat 4-transmission des services prévus et effectifs de la dette intérieure par ligne de dette et leurs prise en compte à la DGTFCM 5- mise en cohérence trimestrielle des données entre la CAA, le MINEPAT et la DGTFCM	comité, ateliers	22 840 000
		Un suivi de la dette publique extérieure est réalisé et rendu public chaque trimestre	CAA	DGTFCM DGB MINEPAT			1. Notification trimestrielle de la dette extérieure aux différentes entités (à travers une enquête)	mission	
4.4.3	Maîtrise des données sur les prêts, avals et garanties	Les sessions du Comité de validation des demandes de prêts, avals et garanties se tiennent conformément à un manuel de procédures	CAA	SG/MINFI DGB CARPA DGEPIP DGTFCM			1. Nécessité de tenir les 2 réunions par trimestre soit 8 par an		
		La liste des bénéficiaires des prêts, avals et garanties ainsi que de la situation des recouvrements est validée et rendue publique chaque trimestre	CAA	DGB CARPA DGEPIP DGTFCM					
		La rencontre annuelle du Comité de validation des demandes de prêts, avals et garanties avec le Patronat est rendue publique	CAA	DGB CARPA DGEPIP DGTFCM					
4.4.4	Maîtrise des données sur la dette issue des contrats de Partenariats Publics Privés	Un suivi de la dette publique issue des contrats des PPP existants est réalisé et communiqué au MINFI chaque semestre	CARPA	CAA DGB DGEPIP DGTFCM			(des données sont existantes) 1- élaboration de l'état de la dette 3- transmission au MINFI		
		Le projet de décret d'application de la loi du 25 juillet 2022 sur les PPP prévoit de soumettre les projets de contrat de PPP, à paiement public de l'Etat, à l'avis de non objection de la Direction Générale du Budget	CARPA	DGB CAA DGEPIP DGTFCM			Participation du CARPA aux travaux de validation dudit projet de Décret au niveau des SPM	lettre de convocation du CARPA auxdits travaux par les SPM	

Code	Actions	Indicateurs de mise en œuvre/résultats	SMO Lead	SMO associées	Délais de réalisation			sous résultats	objectifs stratégiques	coût
4.4.5	Rationalisation du pilotage de la stratégie d'endettement	Une étude sur le niveau de conformité du Cameroun avec le règlement CEMAC n°12/07-UEAC-186-CM-15 portant cadre de référence de la politique d'endettement public est réalisée et rendue publique	CAA	DGB CNDP CARPA DGCOOP DGEPPI DGTICFM MINREX				1. Elaboration des TDR 2. Contractualisation 3. Réalisation de l'étude cible 2026		
		Le format de la stratégie triennale d'endettement public et de gestion de la dette publique est révisé afin d'intégrer, notamment, les données de la SNH et de la CNPS	CAA	DGB CNDP CARPA DGEPPI DGTICFM				1. Mise à disposition du nouveau format chargé 2. Définir et spécifier les données SNH 3. spécifier les données de la CNPS		